

Expériences citoyennes écologiques chez les jeunes à Dakar

Samba DIOUF
Priska MANGA
Elhadji Malick Sy CAMARA

Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Samba23.diouf@ucad.edu.sn
Priska.manga@ucad.edu.sn
Elhadjimalicksy.camara@ucad.edu.sn

Résumé

Dans cette étude, nous nous sommes intéressés sur les expériences citoyennes écologiques chez les jeunes à Dakar. Beaucoup d'auteurs évoquent la notion de participation citoyenne, qui renvoie aux occasions d'implication au sein d'un espace de délibération permettant aux jeunes de participer à l'élaboration des règles du vivre ensemble, de faire l'exercice de la citoyenneté à la mesure de l'adolescence, et de participer à un processus démocratique. Plus que dans leur seul intérêt, la participation citoyenne des adolescents contient une dimension collective dans l'agir, pour changer les choses dans l'intérêt de tous les pairs concernés par la situation, à travers un processus de groupe leur permettant de donner leur opinion, d'entendre celle des autres, de les confronter et de construire ensemble ce qui constituera une solution collective à une situation donnée.

Cette volonté, de la part de la jeunesse, d'une prise en main de son destin par elle-même, est le moteur de ces expériences citoyennes écologiques diverses de par le sens de l'initiative, de leur capacité créatrice, et de leur don à transformer les pratiques artistiques (musique, danse, théâtre, peinture etc.) en leviers de conscientisation, de résistance et de combat. Ces mouvements ont ainsi incontestablement à voir, comme révélateur et catalyseur, avec les deux alternances démocratiques qu'a connues le Sénégal. Il s'agira de mettre en exergue ces mouvements, de voir les expériences citoyennes écologiques chez les jeunes de Dakar afin de comprendre les enjeux et les limites.

Mots-clés : Citoyen, Dakar, Ecologie, Engagement, Expériences.

Abstract

This study, we were interested in the ecological citizenship experiences of young people in Dakar. Many authors refer to the notion of civic participation, which refers to

opportunities for involvement in a deliberative space that allows young people to participate in the development of the rules of living together, to exercise citizenship to the extent of adolescence, and to participate in a democratic process. More than just in their own interest, the civic participation of adolescents contains a collective dimension of action, to change things in the interest of all the peers concerned by the situation, through a group process enabling them to give their opinion, to hear that of others, to confront them and to build together what will constitute a collective solution to a given situation.

This desire, on the part of young people, to take their destiny into their own hands is the driving force behind these diverse ecological citizen experiences, due to their sense of initiative, their creative capacity and their gift for transforming artistic practices (music, dance, theatre, painting, etc.) into levers of awareness, resistance and combat. These movements are undoubtedly linked to the two democratic changes in Senegal, both as a revelation and as a catalyst. The aim is to highlight these movements and to look at the ecological citizenship experiences of young people in Dakar in order to understand the issues at stake and the limits.

Keywords: Citizen, Dakar, Ecology, commitment, Experiences.

Introduction

Dans le cadre de cette étude, nous nous sommes intéressés sur les expériences citoyennes écologiques chez les jeunes à Dakar. Au Sénégal, la jeunesse représente une part importante de la population ; d'ailleurs, l'âge moyen en 2020 est estimé à 19 ans. Cette jeunesse est considérée comme un lieu d'action et d'intervention en ce sens qu'elle est parfois vue comme un problème à traiter ou un obstacle à contourner¹. C'est d'ailleurs ce qui explique les politiques publiques visant la jeunesse. Elle est également un acteur de la société qui peut être en devenir ou virtuel. Ainsi, la jeunesse est définie par l'âge, qui au Sénégal est compris entre 15 et 35 ans. Quant à la citoyenneté, c'est un terme qui vient du grec qui renvoie au droit qu'a l'individu de participer à la gestion des affaires de la cité. Ce qui fait de lui un membre de la communauté capable de participer à son développement. Dans le monde moderne, le principe de citoyenneté s'est affirmé avec la révolution française. Elle recouvre à la fois à une conception d'égalité et de la participation à la gouvernance de la cité. En plus de cette conception politique, il faut ajouter une participation au bien être de toute la société d'où l'implication dans son cadre de vie c'est-à-dire de l'environnement.

D'ailleurs, la notion de participation citoyenne a intéressé beaucoup d'auteurs. Elle renvoie aux occasions d'implication au sein d'un espace de délibération permettant aux jeunes de participer à l'élaboration des règles du vivre ensemble, de faire l'exercice de la citoyenneté à la mesure de l'adolescence, et de participer à un processus démocratique. Plus que dans leur seul intérêt, la participation citoyenne des adolescents contient une dimension collective dans l'agir, pour changer les choses dans l'intérêt de tous les pairs concernés par la situation, à travers un processus de groupe leur permettant de donner leur opinion, d'entendre celle des autres, de les confronter et de construire ensemble ce qui constituera une solution collective à une situation donnée.

Cette volonté, de la part de la jeunesse, d'une prise en main de son destin par elle-même, est le moteur de ces expériences citoyennes écologiques diverses de par le sens de l'initiative, de leur capacité créatrice, et de leur don à transformer les pratiques artistiques (musique, danse, théâtre, peinture etc.) en leviers de conscientisation, de résistance et de combat. Ces mouvements ont ainsi incontestablement à voir, comme révélateur et catalyseur, avec les deux alternances démocratiques (en 2000 avec l'accession au pouvoir du président Abdoulaye Wade et en 2012 avec le président Macky SALL) qu'a connues le

¹ G. Oulimata (2005/2006).

Sénégal. Il s'agit de mettre en exergue ces mouvements, de voir les expériences citoyennes écologiques chez les jeunes de Dakar afin de comprendre les enjeux et les limites.

Lorsqu'on commence à s'intéresser aux différentes actions à portée collective et aux travaux qui s'y rattachent, on fait rapidement le constat que plusieurs termes peuvent être utilisés pour en parler : participation, bénévolat, implication, engagement, militantisme assortis d'attributs - social, civique, politique, citoyen. D'ailleurs, selon l'Institut de Recherche et de Dialogue pour la Paix (IRDP), la participation citoyenne est synonyme de l'implication des citoyens aux choix des leaders, à la conception des programmes et politiques publiques, à leur mise en œuvre et à leur évaluation². Ainsi, dans cette section, nous allons donc expliquer le choix terminologique que nous avons fait pour ensuite définir plus en profondeur ce concept de participation citoyenne.

La participation citoyenne des jeunes est une expression fréquemment utilisée par les organismes gouvernementaux depuis une décennie. Or, la signification que certaines organisations y accolent, allant de la participation aux activités jusqu'à l'action collective menant à un changement social, nous semble plus large que celle que nous y attribuons. En effet, dans ce cas de figure, la participation des jeunes rejoint davantage un objectif d'intégration, d'insertion sociale. Pour d'autres, la participation citoyenne renvoie plus spécifiquement à l'implication active dans un processus de décision, au sein d'un espace de délibération démocratique et à la participation politique (Conseil permanent de la jeunesse, 2004, 2005; Fortin-Debart et Girault, 2009, p. 130; Gauthier et Piché, 2001 ; Lamoureux, 2008, p. 129 ; Mercier, 2009).³

Nous nous situons sous cette enseigne. En effet, nous évoquons au départ que, dans le cadre de cette recherche, la participation citoyenne d'un jeune, c'est prendre part aux affaires publiques en influençant les orientations de la société et en investissant les lieux de pouvoir⁴. En d'autres mots, un lieu où les adolescents détiennent un pouvoir d'influence et/ou décisionnel, où l'exercice de prise de parole et d'agir ensemble sont possibles.⁵

Or, selon les auteurs, ce type même d'activités ne renvoie pas forcément au même terme. Si pour Gauthier et Piché (2001, p. 77), la « participation » réfère à l'investissement des lieux de pouvoir et à la transformation des orientations de la vie en société, Quéniart

² Institut de Recherche et de Dialogue pour la Paix : La participation citoyenne, un des enjeux de la démocratie au Rwanda (octobre 2010).

³ Cf. I. Morissette (2013).

⁴ (Conseil permanent de la jeunesse (2004, 2005) ; Gauthier et Piché (2001).

⁵ *Idem*.

et Jacques⁶, pour leur part, envisagent la participation comme une notion plus large, porteuse de consensus (2004, p. 15). Elles préfèrent utiliser le concept d'«engagement» qui reflète mieux l'idée d'être activement impliqué au plan politique. On constate ainsi que pour une définition qui renvoie aux mêmes préoccupations liées à la définition de ce qui est commun, le politique, ces auteurs n'emploient pas exactement la même terminologie.

Quant à nous, devant l'éventail terminologique et sémantique mis ici en lumière, notre choix s'est arrêté sur le concept de participation citoyenne. Pour nous, les deux mots présents dans l'expression « participation citoyenne » ont leur importance. D'emblée, le terme « participation » évoque l'aspect d'action, de mouvement, de dynamisme et d'implication active au sein d'un groupe, d'un milieu de vie. Il reflète l'idée très importante dans cette recherche que les adolescents représentent des acteurs dans la communauté. Ce mot est d'une importance d'autant plus capitale à l'air où une image passive des jeunes est d'acception courante. Mais plus encore, il ne s'agit pas simplement pour les adolescents de « participer » à des activités s'adressant à eux, par exemple la fréquentation d'un centre de loisirs ou l'appartenance à une troupe de danse. Même si les adolescents obtiennent le statut officiel de citoyen par exemple, ils sont membres à part entière de notre société, éprouvent des besoins, sont les mieux placés pour exprimer leur réalité. Au bénéfice de la société entière, leur parole se fait entendre, particulièrement en ce qui a trait aux préoccupations qui les concernent directement.

Ainsi, dans le cadre de cette étude, nous allons nous intéresser sur les expériences citoyennes écologiques chez les jeunes à Dakar. En d'autres termes qu'est ce qui motivent les jeunes à s'engager dans des activités citoyennes écologiques à Dakar ?

1. Méthodologie

Le choix que nous avons fait consiste à documenter l'expérience de la participation citoyenne écologique chez les jeunes à Dakar en donnant la parole à ceux qui la vivent. Ce qui nous interpelle le plus en tant que chercheurs réside au niveau de leur savoir d'expérience et de ce qui passe intérieurement chez ces jeunes individus impliqués dans leur communauté. En effet, nous essayons de comprendre les effets induits chez les jeunes dakarois par leur implication au sein de lieux décisionnels, mais surtout des perceptions que les principaux concernés entretiennent quant à leur expérience citoyenne écologique. Le point de vue des jeunes acteurs impliqués dans les processus décisionnels est par

⁶ A. Quéniart, et J. Jacques (2004, p. 15).

conséquent au cœur de notre démarche. Nous souhaitons aussi comprendre et expliquer le jeu de ces jeunes acteurs à travers l'univers de leur participation citoyenne écologique.

Dans cette perspective, il nous semble tout à fait cohérent d'adopter une approche compréhensive et explicative, car notre étude vise à saisir les stratégies mises en place par les acteurs concernés et les effets de leur participation citoyenne écologique : « *Selon cette approche, une expérience, un phénomène ou une réalité sociale reste incompréhensible si l'on ne le met pas en relation avec le sens que les acteurs impliqués lui attribuent* » (Quivy et Van Campenhout, 2006, p. 90). Enracinée dans le courant épistémologique de l'approche compréhensive, l'emploi d'une stratégie de recherche qualitative était tout à fait indiqué pour nous afin de saisir les perceptions, les attitudes et les comportements des acteurs. (Paillé et Mucchielli, 2008, p. 29). Pour ces derniers auteurs, l'analyse qualitative est une activité de production de sens qui ne se réduit pas à un ensemble d'opérations techniques, bien qu'elles en fassent partie. Pour eux, il s'agit plus largement d'un univers où l'expérience humaine du locuteur, sa traduction en mots et son interprétation par le chercheur sont des étapes chargées symboliquement et construites à partir de sa propre représentation du monde, tant pour le participant que pour le chercheur. Cela invite sans à être conscient de sa propre posture comme chercheur au départ d'une telle recherche. Dans le même esprit, afin de mettre au jour l'expérience écologique des jeunes dakarois et d'en faire l'analyse, nous avons utilisé la méthodologie qualitative avec comme outil l'entretien semi-directif pour la collecte des données. C'est ainsi que nous avons interrogé 50 jeunes dans le cadre de cette étude.

2. Résultats

2.1. La participation citoyenne au Sénégal

Relativement à l'échelle de la participation, au Sénégal, en général et chez les jeunes, en particulier, la participation consiste aux échelles 4, 5, 7 et 8, c'est-à-dire la consultation, la conciliation, la délégation du pouvoir et le contrôle citoyen. Ce qui revient à :

La consultation : tous les projets doivent faire objet de consultation de la population pour une meilleure acceptation. C'est dans ce sens qu'il est toujours réalisé des rencontres avec les délégués, notables et associations des quartiers où les projets doivent s'implanter. Cette étape est souvent suivie d'une consultation populaire pour une implication plus participative. Toutefois, si selon Sherry Arnstein, les avis des populations issus des consultations ne sont pas toujours pris en compte, au Sénégal, ils font généralement objet de beaucoup d'attention, car

pouvant aboutir au blocage du projet. C'est le cas de la VDN 3⁷ qui a été bloquée depuis une dizaine d'année à la hauteur de Cambérène,⁸ car selon les riverains, leurs avis n'ont pas été pris en compte lors de la réalisation du projet et la contestation a été portée par les jeunes.

La conciliation : lorsqu'un projet s'implante dans une localité du Sénégal, les populations sont généralement représentées par des mandataires qui participent aux différentes prises de décisions. Cela a pour but de d'impliquer la population dans tous le processus.

La délégation du pouvoir : le pouvoir sénégalais fonctionne selon le principe de la décentralisation. Ainsi, plusieurs compétences sont décentralisées dont celles de l'éducation, de l'environnement entre autres. Ainsi, le nettoyage, la collecte d'ordures, l'entretien des espaces communes sont délégués aux collectivités locales. C'est ainsi que dans les quartiers, il est souvent organisé des journées de nettoyage « *set-sétal* » ; ce sont des journées de nettoyage qui généralement sont à l'initiative des jeunes de ladite localité, soutenus par des parrains et/ou marraines ou encore par la collectivité locale.

Le contrôle citoyen : il est très fréquent dans la vie politique et sociale du Sénégal à travers les acteurs de la société civile représentés par les associations, les organisations non gouvernementales, les activistes, les partis politiques d'opposition. Ce contrôle est visible à travers les différentes manifestations politiques et sociales dans le pays et même dans les quartiers à travers les diverses entités cités plus-bas.

Le concept de citoyenneté, accolé à celui participation, permet d'englober le genre et le niveau de leur participation. Il lui donne une connotation politique, au sens où ce groupe social prend part, ce faisant, à la définition de ce qui est commun, et reconnaît aux adolescents une place dans la cité. Il recouvre en même temps les actions parfois ponctuelles, mais tout de même citoyennes des adolescents, telle la participation momentanée à un conseil de ville en compagnie de la Maison de jeunes de son quartier. Être citoyen commence bien avant l'âge adulte et se définit non seulement par la démocratie représentative en exerçant son droit de vote. C'est aussi et surtout participer au quotidien à la construction d'une société meilleure, plus équitable et plus près des besoins de la population.

⁷ La VDN3 est une voie de dégagement nord qui est le prolongement de la VDN. Elle a pour objectif d'offrir aux usagers une voie de dégagement de Dakar à Saint-Louis.

⁸ Cambérène est une cité religieuse où est basée la confrérie musulmane layenne.

La notion de participation citoyenne est diversement définie par les auteurs. Tantôt, elle renvoie aux occasions d'implication au sein d'un espace de délibération leur permettant de participer à l'élaboration des règles du vivre ensemble, de faire l'exercice de la citoyenneté à la mesure de l'adolescence, et de participer à un processus démocratique. Ainsi, la participation citoyenne écologique dépasse l'intérêt personnel du jeune et revêt une dimension collective dans l'agir dans un contexte dakarais où les espaces verts et les terrains de jeux se font de plus en plus rares et où l'on constate une salubrité dans certains quartiers. Dès lors, cet engagement des jeunes se donne comme objectif principal de changer les choses dans l'intérêt de tous les pairs concernés par la situation, à travers un processus de groupe leur permettant de donner leur opinion, d'entendre celle des autres, de les confronter et de construire ensemble ce qui constituera une solution collective à une situation donnée. En conséquence, nous rejoignons la vision d'Hannah Arendt sur l'exercice du politique. Pour Arendt, « *il y a exercice du politique dès que des personnes se rassemblent pour parler d'une situation commune et décider d'agir ensemble afin de changer cette situation, donc de se mobiliser pour mener une action collective.* » (Duval, 2008, p. 84). À la lumière de cette définition, il est permis de croire que les adolescents sénégalais font l'expérience du politique : ils ont accès à différents espaces de délibération, à divers lieux décisionnels leur conférant un pouvoir d'action dans leur milieu de vie. Par exemple, au Sénégal, les mouvements ou phénomènes sociaux dénommés Set Setal (rendre propre, 1989) Boul Faale (t'occupes pas, 1988), Y'en a marre (2011) FRAPP (Front pour une Révolution Anti-impérialiste Populaire et Panafricain, 2017) marquent l'irruption des jeunes urbains dans l'espace public sénégalais.

Le mouvement Set Setal est né suite aux violentes émeutes qui ont marqué le Sénégal surtout les grandes villes après la réélection controversée du deuxième président de la république Abdou Diouf en février 1988 (C. Leduc-Gueye, 2016). Ces émeutes sont marquées par une présence active des jeunes aux mouvements de contestation qui a d'ailleurs conduit à une année blanche. Ainsi, la jeunesse, jadis très peu présente dans l'espace politique et exclus des débats devient un acteur clé du jeu démocratique. A ce contexte politique vient s'ajouter une situation économique difficile qui est la conséquence logique des ajustements structurels des années 1980. Ces ajustements ayant réduit l'intervention de l'État dans des domaines clés comme l'éducation, la santé, l'environnement entre autres crée une situation de précarité chez la majeure partie de la population en général et de la jeunesse en particulier.

Dans le domaine de l'assainissement auquel nous nous intéressons dans cet article, la situation se manifeste par les peintures murales à travers les murs de la capitale, peintures qui expriment des réalités politiques, sociales et religieuses. Ces peintures qui

souvent contiennent des messages de sensibilisations, sont des réponses aux problèmes d'assainissement caractérisés par des ordures ménagères dans la ville de Dakar. Face à cette situation, la jeunesse loin de rester passive a décidé de nettoyer les rues et de les rendre beau à travers la peinture à travers le mouvement « *set-sétal* » impulsé par les associations de jeunes comme les ASC (Associations culturelles et sportives). Ce mouvement fut le début d'une longue série d'implication des jeunes dans le secteur public et particulièrement dans la propreté de leurs quartiers.

Le mouvement « *Boul Faalé* » (ne t'en occupe pas) est né dans les années 1990 (J.-F. Havard, 2001, pp. 63-77) avec le groupe de rap « positive black soul » (PBS) composé de Didier Awadi et Amadou Barry alias Deug E-Tee qui sortent une cassette à succès avec une chanson du même nom. Ces jeunes avec des textes engagés dénonçant les conditions de vie avec les coupures d'électricité, d'eau entre autres se réclament de leurs quartiers respectifs (SICAP Amitié 2 et Liberté 6) et se participent durablement à la construction des identités individuelles et collectives des jeunes qui s'identifient à eux. C'est ainsi que le mouvement va s'émanciper des quartiers résidentiels des Sicap pour gagner la banlieue et les autres régions du Sénégal toujours selon un esprit contestataire et révolutionnaire. Cette révolution du mouvement « *boul faalé* » a également atteint et changer le monde de la lutte sénégalaise avec comme chef de file Mohamed Ndao Tyson qui fait de la lutte un business très lucratif avec des combats de plusieurs dizaines de millions. Son écurie porte le même nom et Tyson va apporter comme autre changement la ponctualité. Son apport a permis aujourd'hui aux lutteurs issus des milieux populaires comme lui et n'ayant pas réussi à l'école de se construire une vie. Cela se voit d'ailleurs à travers les différentes écoles de luttes dont la plupart des pensionnaires nourrissent le même rêve de réussite que le leader de la génération « *boul faalé* ».

Quant au mouvement « *y'en a marre* », il est né en janvier 2011 (N. Haeringer, 2012, pp. 151-158). Formé par des rappeurs et des journalistes, les membres fondateurs ne se réclament d'aucun parti politique. Il est né selon l'ancien coordonnateur Fadel Barro « *pour exprimer le ras-le-bol face à l'injustice sociale, la corruption et la mal-gouvernance. C'est un mouvement qui est né après avoir fait le constat que dans ce pays, le Sénégal, on vivait 20 heures de coupures d'électricité et les gens ne faisaient rien. Alors à un certain moment, on s'est dit que nous les jeunes, il fallait qu'on s'engage. Qu'on s'engage pour rompre avec le fatalisme, pour rompre avec le laxisme, qu'on s'offre en exemple, qu'on s'offre en remède si jamais le pays souffre d'une plaie, qu'on soit le médicament... Pour s'engager de manière citoyenne, de manière volontaire, non pas dans le cadre d'un parti politique de manière partisane ou clanique, mais par un engagement volontaire, pour amener les élites politiques à prendre en compte les préoccupations des Sénégalais, et qu'elles arrêtent d'ériger des futilités en priorité, comme on l'a vu avec le*

Monument de la Renaissance ou quand le Président de la République a choisi de rénover son avion présidentiel à coup de milliards au moment où le Joola, le bateau qui transportait des milliers de Sénégalais, ne demandait que 300 millions de francs CFA ».

Ainsi, le mouvement « *Y'en a marre* » propose un nouveau type de sénégalais, qui dira non à toute forme d'injustice, sur tous les plans de la vie sociale, politique... Ses membres fondateurs furent membres actifs du mouvement du 23 juin 2011 qui lutta contre l'adoption de la loi contre le quart bloquant et le retour à la démocratie. Ils sont également battus contre la réélection à un troisième mandat du président Abdoulaye Wade aux côtés de l'opposition sénégalaise. Ce mouvement est encore actif et est présent dans toutes les luttes pour la démocratie au Sénégal. C'est dans ce cadre qu'il a joué un rôle non négligeable lors des événements de mars 2021 communément appelé « *affaire Sonko-Adj Sarr* ».

Ces phénomènes, différents dans leur nature tout comme dans leurs modes d'action et leurs finalités, prennent place cependant dans un horizon commun : ils s'inscrivent tous dans une dynamique d'affirmation générationnelle et d'émergence d'une conscience citoyenne. Cette volonté, de la part de la jeunesse, d'une prise en main de son destin par elle-même, est le moteur de ces expériences diverses qui trouvent le sens de l'initiative, de leur capacité créatrice, et de leur don à transformer les pratiques artistiques (à travers la musique, la peinture) en leviers de conscientisation, de résistance et de combat. Ces mouvements ont ainsi incontestablement à voir, comme révélateur et comme catalyseur, avec les deux alternances démocratiques qu'a connues le Sénégal. Ils ont durablement modifiés et continuent encore d'influencer le jeu démocratique mais aussi l'engagement des jeunes dans tous les domaines de la sociale parmi lesquels l'environnement dont nous analysons les fondements et les manifestations à partir de résultats d'enquêtes recueillis sur le terrain.

2.2. Les actions ou les objectifs des mouvements citoyens écologiques

Il faut souligner que le terme « citoyen » est différemment perçu par les personnes enquêtées. Si d'aucuns le conçoivent comme ce qui permet de montrer son appartenance à un Etat donné du point de vue de l'identité, il n'en demeure pas moins vrai que d'autres établissent à bien des égards une corrélation avec l'amour que l'on porte à son pays. De ce point de vue, il demeure opportun d'éclaircir les zones d'ombres par une définition du terme « Citoyen ». Etymologiquement, le terme citoyen provient du latin « Civis » qui signifie celui qui a droit de cité. Un citoyen c'est donc un membre d'une cité ou d'un Etat. Nous sommes donc citoyens à la naissance mais on devient citoyen affirmé en grandissant.

Comme ce qu'on a souligné plus haut, pour certains jeunes interrogés, la citoyenneté c'est d'abord le respect des droits et obligations envers sa communauté, envers son pays. Elle est un comportement, une culture qui permet de participer au développement de son pays. D'ailleurs, c'est dans cette optique que A. N étudiante en 4e année de Géographie à l'Université Cheikh Anta DIOP de Dakar dit « *Pour moi la citoyenneté c'est avant tout connaître ses droits et ses devoirs envers son pays, participer au développement de son pays. La citoyenneté c'est avoir un type de comportement vis-à-vis de sa communauté, de sa société. C'est de participer à la protection de sa communauté, de son environnement. C'est respecter les règles établies au sein de sa communauté comme par exemple le respect envers ses aînés.* »

En ce qui concerne le guide qui a été administré aux enquêtés, on peut noter au niveau de la première partie qui s'articule autour des représentations générales associées à la citoyenneté une certaine diversité des réponses. Par exemple pour C.B étudiant, âgé de 23 ans dit « *bon pour moi être un citoyen c'est quelqu'un qui est capable d'être libre, que ça soit dans le vote, quelqu'un qui est aussi capable de prendre des décisions politiques puisque on est dans une société où nous devons avoir une parole pour le peuple quoi vous voyez ? Donc le citoyen doit participer aux décisions politiques, il n'est pas seulement quelqu'un qui est un sujet à qui on doit imposer des lois ou des normes, mais il doit être un acteur.* »

A.D, également étudiant âgé de 22 ans dit : « *à mon avis un citoyen c'est quelqu'un qui dispose de la nationalité, qui a des droits dans le pays comme tout le monde* ».

Par ailleurs, une certaine redondance dans les éléments de réponse apportés par les enquêtés a été noté car les représentations générales qu'ils ont par rapport à la citoyenneté rejoignent directement les représentations qu'ils ont de leur personne par rapport à la citoyenneté ; en d'autres termes de leurs propres expériences.

Tout compte fait nous pouvons dire sur la base des entretiens que nous avons faits, que la plupart des personnes enquêtées ont une connaissance moindre de la citoyenneté. Il demeure opportun d'éclaircir le sens du terme pour les enquêtés au préalable pour une meilleure prise en charge de la question.

Par rapport au projet sur la citoyenneté écologique on peut citer par exemple le « *Projet d'Harmonisation des dynamiques périurbaines pour une Ecologie Participative des Communes Sam Ntaire, Ndiarème Limamoulaye, Wakhinane Nimzatt et Yembeul Nord - ECOPAS* » qui vise à impliquer la citoyenneté dans la gouvernance de l'Environnement dans la Région de Dakar grâce à un processus inclusif d'élaboration des politiques, afin de permettre aux citoyens et à la population, notamment les jeunes, d'exprimer et de structurer leurs revendications collectives. La société civile sénégalaise contribue à introduire une normativité alternative qui amplifie les sources de cohésion sociale et

augmente le registre des choix individuels, en ce qui concerne les modèles du comportement civique et communautaire, attitude importante pour le développement durable, l'utilisation rationnelle des ressources naturelles et la prise en charge des biens communs.

Le Projet vise également à améliorer les moyens de subsistance de la population, en particulier par la création d'emplois, pour un développement économique à faible intensité en carbone, résilient aux changements climatiques, justes, inclusifs et durables sur le plan environnemental.

2.3. Implication des acteurs communautaires

Il faut souligner que plusieurs acteurs interviennent dans la politique de sensibilisation des populations par rapport à leur environnement ou leur milieu. C'est le cas de la Mairie de Dakar qui à travers sa politique de développement de la ville associe les jeunes et les acteurs communautaires dans la sensibilisation des questions environnementales. A ce titre, la communication sur le changement climatique est un segment clé et central de leur programme. Sous le format de communication / engagement communautaire, la Ville de Dakar à travers le Plan Climat Energie Territorial (PCET) a tenu des foras de sensibilisations et des activités écologiques récréatives afin de communiquer sur les réalités du changement climatique au plus grand nombre, y compris les groupes très souvent exclus tels que les femmes et les jeunes.

2.3.1. Les « badienou gokh » ou marraines de quartier

Généralement utilisées comme des intermédiaires entre les familles, les femmes, les jeunes filles et les maris, et les centres de santé, les Badienou gokh sont des marraines de quartier, des femmes de confiance qui conseillent et orientent en matière de vie sexuelle. Pour sensibiliser les citoyens à l'échelle des quartiers (particulièrement les femmes et jeunes filles avec un faible niveau d'éducation), la Ville de Dakar a su capitaliser sur ces femmes influentes en les nommant comme référents verts afin de porter le message sur les enjeux climatiques même aux couches de population les plus défavorisées. Le point de contact avec ces femmes s'est fait à travers les point focaux climats (ou relais climatique) au sein des Mairies de commune qui ont facilité leur collaboration avec la Ville de Dakar. Faisant un travail très important à la base, les Badienou gokh, eu égard à la proximité qu'elles ont avec les populations, sont mieux outillées pour développer des éléments de langage aptes à toucher plus rapidement la cible. Cette collaboration permet de briser ainsi les barrières morales et culturelles en adaptant la communication aux diverses sensibilités.

D'ailleurs, c'est dans ce sens que A.B, femme âgée de 28 ans, habitant dans le quartier de la Médina dit : « nous avons bénéficié des journées de sensibilisation organisées par notre badienou gokh sur la prise en charge de la gestion environnementale de notre quartier. J'avoue qu'avant chacun se limitait à nettoyer sa maison. Mais avec cette formation on a vu l'importance de la participation collective pour le bien du quartier. Franchement j'ai beaucoup appris avec notre badienou gokh ». Pour un agent de la Mairie, « il est important d'impliquer davantage les acteurs communautaires dans les politiques de développement, car ils jouent le rôle d'intermédiaires sur certaines questions importantes comme par exemple la planification familiale, la déclaration des naissances, les droits de femmes etc. Ils sont aussi reconnus à part entière par les populations, ce qui facilite l'acceptation des messages véhiculés envers cette population ».

2.3.2. Implication des artistes

Les artistes sont aussi sollicités souvent pour faire passer un message. Comme par exemple le concept de « Hip-Hop Environnemental » a été initié pour adresser des messages forts cette fois-ci aux jeunes de la ville. A travers ce concept, l'unité de coordination du PCET a favorisé une relation de travail étroite avec des relais d'opinion notamment un artiste rappeur, lors de l'évènement « Hip-hop Environnemental » organisé en 2018. Cette activité a été lancée dans plusieurs communes (Hann Bel Air, Médina, Pikine et Guédiawaye) pour les accompagner dans la lutte contre l'insalubrité. L'objectif était de nettoyer les quartiers avec les associations communautaires et de réaliser des graffitis avec des messages de sensibilisation. Le « Hip-hop Environnemental » a pour but de s'attaquer aux barrières sociales particulièrement les normes descriptives qui se rapportent aux perceptions des types de comportements et d'opinions. Les normes descriptives peuvent constituer un obstacle à la lutte contre le changement climatique lorsqu'une majorité de la population adopte un comportement hostile à l'environnement. Par exemple, malgré les bienfaits d'une meilleure gestion des déchets domestiques, de nombreux Dakaïrois continuent d'utiliser les dépôts anarchiques comme mode d'élimination des déchets solides ménagers créant ainsi potentiellement une norme descriptive selon laquelle l'utilisation des dépôts anarchiques est le moyen normatif de gestion des déchets. D'ailleurs c'est dans cette optique que nous avons interrogés quelques jeunes de la Médina pour avoir leur point de vue sur cet évènement. Parmi eux, M.N, jeune garçon, âgé de 24 ans nous dit : « c'est vrai qu'avec cette manifestation nous avons compris l'importance de la prise en compte de notre environnement, surtout de nettoyer de temps en temps notre environnement à travers des journées " set settal⁹" organisées par nous même les jeunes du quartier ».

⁹ Nettoyer en wolof

Conclusion

Les expériences citoyennes écologiques chez les jeunes à Dakar montrent qu'il y a un véritable engouement chez les jeunes à Dakar en ce qui concerne leur participation dans les activités de leurs quartiers. Ils organisent des manifestations dans leurs quartiers pour sensibiliser leurs camarades sur l'importance d'agir ou de participer ensemble au sujet du bien commun de leurs quartiers. Il faut souligner également que cette participation citoyenne écologique au sein des quartiers et des villes de manière générale renvoie aujourd'hui à cette prise de conscience collective des jeunes à prendre part ou à apporter leur contribution dans la gestion de la cité ou encore dans la gestion de leur environnement.

Références bibliographiques

- BECQUET Valérie, LINARES Chantal de, 2005, *Quand les jeunes s'engagent : entre expérimentations et constructions identitaires*, Paris, L'Harmattan, coll. « Débats jeunesse ».
- CALAME Claude, 2008, *Identités de l'individu contemporain*, Paris, Éditions Textuel, coll. « La Discorde ».
- DUBET François, et MARTUCCELLI Danilo, 1996, *A l'école : sociologie de l'expérience scolaire*, Paris, Seuil.
- DUVAL Michelle, 2008, « L'action collective pensée par Hannah Arendt : comprendre l'agir ensemble pour le favoriser », *Service social*, vol. 54, n°1, pp. 83-96.
- FERRAND-BECHMANN Dan, 2005, « La pratique associative des jeunes mineurs : l'exemple du Réseau national des juniors associations », *Quand les jeunes s'engagent : entre expérimentations et constructions identitaires*, sous la dir. de V. Becquet, C. de Linares, Paris, L'Harmattan, coll. « Débats jeunesse », pp. 169-182.
- GALLAND Olivier, 2007, *Sociologie de la jeunesse : l'entrée dans la vie*, Paris, Armand Collin.
- HAERINGER Nicolas, 2012, « Y'en a marre, une lente sédimentation des frustrations : Entretien avec Fadel Barro », *Mouvements*, n°69, pp. 151-158, [en ligne]: URL : <https://doi.org/10.3917/mouv.069.0151>.
- HAVARD Jean-François, 2001, « Ethos "bul faale" et nouvelles figures de la réussite au Sénégal », *Politique africaine*, n°82, 2, pp. 63-77, [en ligne], URL : <https://doi.org/10.3917/polaf.082.0063Roudet>.
- LEDUC-GUEYE Christine, 2016, « Du Set Setal au Festigraff : l'évolution murale de la ville de Dakar », *Cahiers de Narratologie*, n°30, « Street Art2. Nouveaux contours et détours », [en ligne]: URL : <http://journals.openedition.org/narratologie/7463>; DOI : 10.4000/narratologie.7463.

MORISSETTE Isabelle, 2013, *L'Expérience de la participation citoyenne à l'adolescence : un levier pour le devenir sujet*, Mémoire de Maîtrise, Université du Québec à Montréal.

OULIMATA Goudiaby, 2006, *Jeunesse sénégalaise et citoyenneté : recherche sur la contribution des jeunes au processus de construction de la paix et de la reconstruction de la Casamance*, Département d'Administration de Gestion et de Contrôle des Activités Physiques et Socioéducatives, Institut National Supérieur de l'Éducation Populaire et du Sport (INSEPS), Université Cheikh Anta Diop de Dakar.

ROUDET Bernard, 2005, « Les jeunes, les valeurs de la démocratie et l'école », *Quand les jeunes s'engagent : entre expérimentations et constructions identitaires*, sous la dir. de V. Becquet, C. de Linares, Institut National de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire, Paris, L'Harmattan, coll. « Débats jeunesse », pp. 95-106.

VILLE DE DAKAR, *Engagement citoyen et gouvernance participative de l'action climatique*, Étude de cas, Dakar, juillet 2020, [en ligne]: URL : <http://cdn.locomotive.works>.